

Souvenirs sur Lénine et les négociations de Brest-Litovsk

Adolphe Joffé

Source: Vospominaniya o V.I. Lenine, t.05, Moscou, Politizdat, 1991, pp. 152-154. Texte initialement publié dans la «Krasnaya gazeta», n°263, 18 novembre 1927. Traduction et notes MIA.

À l'époque de nos premiers pas sur la scène internationale, personne n'avait une vue très claire sur les formes extérieures que pourraient prendre nos relations avec les gouvernements bourgeois. Les soviets avaient catégoriquement rejeté toutes les anciennes formes diplomatiques avec leurs négociations et traités secrets.

Le premier document international du pouvoir soviétique, le fameux [décret sur la paix](#), exprimait déjà la volonté tangible du gouvernement soviétique de mener de réelles négociations de paix, du moins par radio-télégraphe. Et cette possibilité de paix ne sembla nullement impossible lorsqu'il fut décidé de s'adresser directement aux peuples, pour ainsi dire par-dessus les tranchées, avec une proposition de négociations de paix adressée à l'Allemagne et à ses alliés.

Avant mon départ pour Brest-Litovsk¹, Vladimir Ilitch insista particulièrement sur la manière dont nos adversaires impérialistes devaient être sans ménagements « *tirés par l'oreille vers la lumière du jour* ». « *Dès qu'ils montreront le bout de leurs nez impérialistes* », disait-il, « *vous les arrêtez et direz : permettez-moi donc d'en prendre bonne note !* ».

Lorsque les pourparlers de Brest révélèrent avec clarté le caractère totalement inacceptable des conditions de paix allemandes, le camarade Lénine souligna alors la nécessité de faire traîner en longueur les négociations, précisément dans le but de faire mieux connaître aux ouvriers du monde entier la nature anti-impérialiste de la politique soviétique et celle purement impérialiste de nos ennemis. « *Pour temporiser, il faut un temporisateur* », disait Vladimir Ilitch, et il insista pour que le camarade Trotsky se rendit à Brest.

Dès le début, Vladimir Ilitch s'opposa à la tactique « ni paix, ni guerre » [*préconisée par Trotsky*] car, selon lui, les négociations avaient déjà donné tout ce qu'elles pouvaient offrir en termes d'agitation et de propagande mais aussi parce qu'il eut été trop risqué et trop coûteux de vérifier avec une telle tactique si les Allemands étaient capables ou non de passer à l'offensive.

¹ Traité de paix signé le 3 mars 1918 dans la ville de Brest-Litovsk (aujourd'hui en Biélorussie) entre la Russie et les puissances de la Quadruple Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie, Bulgarie, Turquie), mettant fin à la participation russe à la Première guerre mondiale. Le traité de paix initial, négocié depuis décembre 1917, divisait profondément les bolcheviques entre les partisans d'une signature immédiate (Lénine) et ceux d'une « guerre révolutionnaire » (les « communistes de gauche », dont Boukharine). Trotsky suivit un moyen terme en déclarant le 10 février aux délégués allemands que la Russie ne signait pas la paix mais refusait de continuer la guerre (« ni guerre, ni paix ») et démobilisait son armée, espérant ainsi accélérer le mouvement révolutionnaire en Allemagne. Mais les Allemands ayant rapidement repris leur offensive, Lénine imposa de justesse son point de vue. Par le traité signé le 3 mars, la Russie perdait l'Ukraine, la Courlande, l'Estonie, la Livonie, les villes de Kars, Batoum et Ardakan et les îles Aaland. À la suite de la défaite des armées allemandes à l'Ouest et de la Révolution de novembre 1918 à Berlin, le pouvoir soviétique annula le traité de Brest-Litovsk le 13 novembre.

Vladimir Ilitch exprima son point de vue de manière encore plus nette après l'offensive des troupes allemandes [le 18 février 1918], l'occupation de Dvinsk et de Pskov et l'ultimatum qui nous fut alors adressé. Lénine refusa désormais catégoriquement de céder une nouvelle fois aux partisans d'autres tactiques de notre Parti, affirmant qu'il était déjà parfaitement clair que les Allemands pouvaient avancer et qu'il s'agissait alors de sauver la révolution russe, dont l'existence exerçait un impact révolutionnaire colossal sur les masses laborieuses du monde entier.

La justification historique de la tactique de Vladimir Ilitch réside précisément dans le fait que, huit mois après la signature du traité de Brest, la révolution allemande éclata et le rendit caduc.

Bien que la révolution allemande ait rapidement pris une voie très différente de celle que nous souhaitions et attendions tous, elle remplit son devoir par rapport au traité de Brest en le liquidant et en justifiant ainsi la ligne de « sauvegarde de notre révolution ».

Il faut cependant noter que Vladimir Ilitch, tout en comptant sur une révolution mondiale, avait en même temps conscience du fait que son rythme s'était déjà ralenti et il estima nécessaire, pendant le « répit » accordé par Brest, d'exploiter au maximum les contradictions entre les pays impérialistes. Le cercle autour de Trotsky était tout à fait d'accord avec lui sur ce point, et seuls les « communistes de gauche » s'y opposèrent, arguant que la tentative de Lénine de « se faufiler dans la brèche », entre les deux groupes impérialistes encore en guerre, était vouée à l'échec, car cette « brèche » était jugée par eux « trop étroite ».

Les faits ont cependant prouvé le contraire : Lénine réussit à « se faufiler dans la brèche » et aujourd'hui ces « brèches » existent encore dans le camp impérialiste et sont suffisamment larges que pour justifier la tactique léniniste de la nécessité de « manœuvrer en louvoyant » entre les impérialismes rivaux.

Comme on le sait, les bolcheviks furent d'abord accusés, en Russie et dans le monde entier, d'être des « espions allemands », des « agents achetés par l'Allemagne », etc. Le méprisable procès engagé contre notre Parti par les mencheviques et les S-R [Socialistes-révolutionnaires] sur base de cette diffamation fut complètement ruiné par le soulèvement victorieux d'Octobre. Mais ce dernier, bien entendu, ne l'a ni blanchi, ni débarrassé de cette ignoble accusation en dehors de ses frontières. Au contraire même, puisqu'à l'étranger la victoire des soviets en Russie a d'autant plus renforcée cette calomnie, qui constitue l'argument le plus puissant lancé contre lui.

Outre son objectif principal – élever la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière pour qu'elle passe à l'action décisive –, la lutte menée pendant trois mois à Brest, avait ainsi un objectif secondaire : prouver au monde entier l'absolue fausseté des accusations portées contre les bolcheviks. Et c'est au cours du développement de la confrontation de Brest elle-même que ces deux objectifs furent atteints.

À l'époque de la deuxième phase des négociations [de janvier au 10 février 1918], les ouvriers de Berlin, Vienne et Varsovie, par leurs grèves et les combats de rues qui secouèrent ces villes en janvier 1918, soutinrent sans équivoque le pouvoir des soviets. En même temps, les gouvernements de l'Entente voulurent également utiliser le pouvoir des soviets dans leur lutte contre les Puissances centrales. C'était là la première « brèche » dans laquelle nous pouvions nous glisser.

En janvier 1918, le camarade [Litvinov](#) fut nommé représentant diplomatique des soviets à Londres, où il résidait alors. Ses activités pendant cette période sont peu connues, car rien n'a été écrit à ce sujet jusqu'à présent. Je profite donc de l'occasion qui m'est donnée ici pour rapporter ce que M. Litvinov lui-même m'a raconté à ce sujet.

N'ayant aucun moyen de communication direct avec le gouvernement soviétique, sa nomination fut diffusée par radio. Le camarade Litvinov apprit ainsi la nouvelle par les journaux britanniques et s'adressa immédiatement au Ministère anglais des Affaires étrangères (le *Foreign Office*) avec une

lettre officielle demandant au gouvernement de sa Majesté de prendre les mesures appropriées découlant de cette nomination.

Le camarade Litvinov reçut alors une réponse officielle de Lord Harding, adjoint du Premier Ministre (Lord Balfour²) l'informant que le gouvernement britannique, n'ayant pas reconnu officiellement le pouvoir soviétique, ne pouvait pas non plus accréditer son ambassadeur. Néanmoins, le Ministère des Affaires étrangères était prêt à communiquer avec lui par l'intermédiaire d'un de ses fonctionnaires, [Reginald] Leeper, qui était par ailleurs un ami personnel du camarade Litvinov, auquel ce dernier avait donné des leçons de russe.

En somme, le camarade Litvinov fut reconnu de facto comme représentant officiel. Il prit immédiatement en charge la défense des citoyens russes arrêtés en Angleterre pour leurs activités contre la guerre (dont [G.V. Tchitchérine](#), alors en prison), en leur délivrant des passeports et des visas soviétiques qui furent également reconnus par le gouvernement britannique.

La signature du traité de Brest provoqua évidemment le mécontentement du gouvernement anglais et entraîna, par conséquent, un certain refroidissement dans nos relations avec lui. Mais ce ne fut qu'avec l'arrestation de Lockhart³ à Moscou [en juillet 1918], accusé d'espionnage, que la rupture se produisit.

Le camarade Litvinov et ses collaborateurs furent également arrêtés à Londres, sans aucune charge, en tant qu'otages. Après de vives protestations, ils furent cependant tous libérés dix jours plus tard. Les pourparlers commencèrent alors pour procéder à un échange entre Lockhart et Litvinov. Malgré la méfiance évidente du gouvernement britannique, celui-ci accepta finalement la proposition du camarade Litvinov de lui permettre de se rendre à Copenhague avec l'obligation de ne pas aller plus loin tant que Lockhart n'aurait pas quitté la Russie.

On sait aujourd'hui que les militaristes allemands, pour satisfaire l'Entente alors qu'ils étaient encore en guerre avec elle, étaient prêts à attaquer les républiques soviétiques avec leurs forces armées. Après la fin de la guerre mondiale, ils offrirent même leurs services pour une attaque conjointe contre nous aux côtés de leurs ex-ennemis.

Aucune de ces deux tentatives ne réussit et cela parce que la tactique dictée à Brest par Vladimir Ilitch offrit à nouveau la possibilité de « se faufiler dans la brèche », c'est-à-dire d'exploiter d'abord les contradictions entre l'Entente et l'Allemagne, et ensuite la haine de l'Allemagne envers l'Entente.

En ce sens, les leçons de Brest sont impérissables. Et aujourd'hui, alors que les tentatives d'encercllement de l'Union soviétique sont à nouveau en chantier, la tactique de Brest retrouve toute sa vigueur et sa pertinence.

2 Balfour, Arthur James (1848-1930), homme d'État et diplomate britannique, un des leaders du Parti conservateur. Premier ministre (1902-1905) et ministre des Affaires étrangères (1916-1919). Un des organisateurs de l'intervention contre la Russie soviétique en 1918-1920.

3 Lockhart, Robert Bruce (1887-1970), journaliste et diplomate britannique. Vice-consul en Russie (1912-1917), puis Consul général à Moscou (janvier-septembre 1918) : Chef de la mission britannique auprès du gouvernement soviétique. D'abord favorable à une entente avec les bolcheviques contre l'Allemagne, il participe ensuite à un complot contre-révolutionnaire qui lui vaut d'être arrêté en août et expulsé en octobre en échange de Litvinov. Publie en 1933 ses *Mémoires d'un agent britannique en Russie (1912-1918)*.